



Bulletin

hebdomadaire canadien

Vol. 27, N° 4

26 janvier 1972

REVUE DE L'ÉCONOMIE DU CANADA EN 1971 ET PERSPECTIVES DE 1972

Texte de la déclaration faite par le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jean-Luc Pepin, le 31 décembre 1971.

Après une phase de croissance lente en 1969 et en 1970, l'économie canadienne a progressé plus rapidement en 1971. La production nationale a augmenté d'environ 6 p. 100 par rapport aux accroissements de 3 p. 100 en 1970 et de 5 p. 100 en 1969. Ce rythme d'augmentation est plus rapide que celui qui est prévu pour tous les autres pays industrialisés du monde occidental et aussi pour le Japon. La hausse de la production et des ventes s'est reflétée sur le marché du travail et la courbe de l'emploi s'est renforcée sensiblement. Néanmoins, une certaine stagnation a subsisté dans certaines industries et régions et le chômage est demeuré à un niveau inacceptable. La politique économique du Gouvernement vise essentiellement à atteindre une croissance forte et soutenue permettant de réduire le chômage et de relancer l'économie.

Par rapport aux indices notés pour les principaux pays industrialisés, c'est de nouveau le Canada qui a obtenu la plus faible augmentation des prix en

1971. Le meilleur indice en la matière, celui de la déflation des prix du Produit national brut, indiquait une hausse de 3.2 p. 100. Même si la moyenne de l'augmentation des prix était relativement modérée, une plus forte tendance vers la hausse des prix s'est manifestée au cours d'une bonne partie de 1971, à la suite d'un ralentissement manifeste l'année précédente. Le coût de la main-d'oeuvre par unité n'a pratiquement pas cessé d'augmenter puisque la moyenne d'accroissement du taux des salaires a continué à dépasser considérablement l'augmentation de la productivité. Compte tenu de l'accroissement de l'activité et d'une plus grande utilisation des ressources au cours des prochains mois, l'inflation demeurera vraisemblablement un objet de préoccupation sérieuse.

Il y a eu une hausse encourageante des possibilités d'emploi au fur et à mesure que l'économie prenait un élan nouveau. Au cours de l'année, l'emploi s'est accru de plus de 2.5 p. 100, soit le double du taux de croissance en 1970. De plus les tendances de l'emploi ont continué de s'affermir à mesure que l'année avançait et le nombre de personnes ayant un emploi a progressé au rythme annuel de 3 p. 100 pendant le dernier trimestre. En 1971, la main-d'oeuvre canadienne a augmenté très rapidement, surtout parce que les jeunes nés pendant la période de haute natalité d'après guerre arrivent maintenant en grand nombre sur le marché du travail. L'accroissement des emplois, même s'il a été très important, n'a pas réussi à réduire le chômage et le taux désaisonnalisé a atteint environ 6.5 p. 100 pendant le dernier trimestre de 1971.

Le renforcement de l'économie canadienne en 1971 s'est effectué dans une conjoncture fort incertaine du commerce mondial et des marchés financiers. Le programme économique annoncé par le président Nixon le 15 août en vue de stimuler la croissance intérieure et de redresser le déficit persistant de la balance des paiements des États-Unis a créé de grandes difficultés auprès des industries cana-

SOMMAIRE

Revue de l'économie du Canada en 1971 et perspectives de 1972	1
L'industrie canadienne du film se développe	3
Programme de réexamen des pesticides ..	4
Deuxième Conférence sur l'environnement	4
Subventions en faveur de l'édition de publications savantes	5
Équipement hospitalier canadien destiné à la Jamaïque	5
Index mensuel	7

diennes touchées par ces nouvelles restrictions et a augmenté considérablement l'inquiétude régnant dans le monde des affaires. Les effets néfastes causés par les mesures américaines à l'industrie canadienne ont été atténués grâce à l'application rapide de mesures spéciales, notamment l'adoption et la mise en vigueur de la Loi de soutien de l'emploi. En décembre, le groupe des Dix concluait un accord sur les grandes lignes d'un réalignement des monnaies destiné à redonner un meilleur équilibre fondamental à la balance des paiements internationaux; cette initiative était accompagnée d'une élimination immédiate des restrictions américaines "temporaires". Bien que d'autres problèmes commerciaux doivent encore être résolus, les accords de décembre ont aidé considérablement à réduire les craintes qui avaient envahi le monde des affaires et ils devraient être à l'origine de progrès économiques plus vigoureux dans les pays de l'Amérique du Nord et du monde entier.

PRINCIPAUX PROGRÈS

La principale source d'affermissement de l'économie nationale en 1971 provient de la relance des dépenses des consommateurs et de la hausse considérable des nouvelles constructions domiciliaires. Les dépenses à la consommation, à la hausse en 1971, ont été stimulées par l'affermissement du revenu personnel et l'augmentation des crédits offerts au consommateur. L'accroissement du revenu personnel provient de plusieurs secteurs. Les progrès de l'emploi et les importantes hausses de salaires se sont combinés pour renforcer le revenu des travailleurs. Les gains non salariaux ont également marqué une amélioration; les bénéficiaires des sociétés qui avaient baissé en 1970 ont connu une reprise et on a également noté des augmentations dans le secteur agricole et dans d'autres domaines commerciaux. En termes réels, le revenu disponible par habitant s'est sensiblement accru et a dépassé la faible augmentation de l'année précédente.

Dans le secteur des dépenses à la consommation des biens durables, le gain enregistré est le plus important des dernières années. L'augmentation a été d'au moins 15 p. 100 en termes de valeur après une baisse prononcée de 5.5 p. 100 l'an dernier. La hausse des ventes automobiles a constitué le facteur dominant. Pour les voitures neuves, elles ont excédé largement celles de l'an dernier mais au cours des deux dernières années, une bonne proportion des ventes a favorisé les modèles importés d'outre-mer. En outre, l'achat d'appareils électroménagers et d'articles pour les loisirs a fortement augmenté. En ce qui concerne les biens non durables et les services, les tendances à l'achat se sont également améliorées, quoique de façon moins spectaculaire qu'à l'égard des biens durables.

En 1971, le secteur de l'habitation a été très dynamique. Il y a eu approximativement 235,000 nouvelles mises en chantier, ce qui est bien supérieur au total de 191,000 réalisé l'an dernier et au chiffre record de 210,000 atteint en 1969. La forte

expansion de la construction domiciliaire n'a pas connu de relâche grâce à une plus grande disponibilité de crédits hypothécaires et à l'addition de fonds par le Gouvernement fédéral au cours de l'année.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce extérieur a moins stimulé l'économie canadienne cette année que l'an dernier. Les exportations ont augmenté de 5 p. 100 en 1971, contre 13 p. 100 en 1970. Parallèlement, une demande intérieure plus forte a entraîné un net accroissement des importations qui ont été de 12 p. 100 supérieures à celles de l'année précédente. La hausse plus accentuée des importations par rapport aux exportations a réduit l'excédent commercial du Canada à un peu plus de deux milliards de dollars alors qu'il atteignait le chiffre record de trois milliards de dollars en 1970. La balance sur les transactions courantes maintiendra un excédent pour toute l'année civile mais il sera faible en comparaison du chiffre de 1.1 milliard de dollars atteint en 1970.

Les ventes du Canada aux États-Unis, qui représentent plus des deux tiers de nos exportations totales, ont progressé de 11 p. 100; c'est là un gain important par rapport à celui de l'année précédente qui fut très faible. Ce raffermissement était relié en très grande part au regain de l'économie américaine. Il reflétait notamment la hausse des exportations automobiles et l'essor des expéditions à la suite du règlement de la grève de *General Motors* à la fin de 1970. Les exportations vers les États-Unis de produits de laminage, du pétrole, et du gaz naturel, des engrais, des produits chimiques et du bois d'oeuvre ont aussi affiché de fortes hausses.

Les ventes sur les marchés d'outre-mer ont diminué en 1971 après avoir connu des gains remarquables l'année précédente. Le rythme de l'expansion économique a fléchi dans plusieurs pays industriels. Ce ralentissement a découlé dans une certaine mesure de l'adoption de politiques visant à contenir les tendances inflationnistes des prix et des salaires. Le flottement des principales devises et le nouveau programme économique des États-Unis ont fait naître dans le monde international des affaires une incertitude qui a également contribué à tempérer les ventes. Les principaux marchés d'outre-mer pour les produits canadiens ayant eu un essor moins rapide sont: la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Suède, la Belgique, les Pays-Bas et également le Japon. Certains de ces pays ont réduit leurs stocks en 1971, en particulier les réserves de métaux tels que le nickel, le cuivre, l'aluminium et le minerai de fer qui avaient fait l'objet d'achats considérables l'année précédente. Les exportations vers les pays à commerce d'État ont augmenté quelque peu en 1970 surtout par suite de l'accroissement des livraisons de céréales en vertu des ententes contractuelles conclues avec l'Union soviétique et la Chine. Si l'on excepte les pays à commerce d'État, les exportations vers les marchés d'outre-mer ont diminué en 1971.

L'INDUSTRIE CANADIENNE DU FILM SE DÉVELOPPE

Le cinéma de long métrage s'est développé de façon impressionnante depuis une dizaine d'années.

Au début des années 60 on produisait très peu de longs métrages, à l'exception de quelques grands documentaires tournés par l'Office national du Film pour la société d'État Radio-Canada.

Cette époque est révolue. En 1969, 33 grands films étaient réalisés au Canada: 22 dans le secteur privé, 10 par l'Office national du Film et un par la société Radio-Canada. Dix-neuf étaient en français et 14 en anglais; 21 avaient été produits à Montréal.

La production des longs métrages canadiens a continué d'augmenter en 1970 et bien que la distribution (qu'il s'agisse de films français ou anglais) pose encore de sérieux problèmes, plusieurs sont déjà une réussite commerciale au pays. En fait, ce sont les longs métrages canadiens qui attirent le plus de monde au guichet dans certaines régions du Québec, et certains d'entre eux ont déjà été achetés par des distributeurs étrangers.

FACTEURS DE PROGRÈS

Plusieurs facteurs ont contribué à l'essor du long métrage canadien. Les réalisateurs voulaient s'exprimer par ce moyen; les exigences de la publicité télévisée ont fait de Toronto l'un des grands centres de production de films en Amérique du Nord et permis à plusieurs sociétés d'acquérir l'expérience nécessaire à la réalisation des longs métrages. Les méthodes audio-visuelles que l'on utilise de plus en plus dans l'enseignement ont aussi joué un rôle. Les



Geneviève Bujold et Donald Sutherland dans une scène du film L'acte du coeur écrit, dirigé et produit par Paul Almond, et distribué à l'étranger par Universal Pictures, Londres. Une jeune fille pieuse de la campagne québécoise trouve du travail à Montréal et chante dans une chorale paroissiale. Son amitié avec le vicaire provoque de graves conflits.

gouvernements provinciaux ont dépensé des sommes considérables dans ce domaine, qui offre d'excellents moyens de former des cinéastes. Finalement lorsque le Gouvernement fédéral créait en 1967 la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, il adoptait une mesure concrète sans précédent au pays en vue d'aider une industrie du grand film dans le secteur privé. La Société réussissait, en très peu de temps, à donner l'élan voulu pour la production de 20 longs métrages.

Actuellement, on compte à Toronto, à Montréal et à Vancouver environ 60 sociétés cinématographiques dotées de studios et d'équipement modernes et surtout de techniciens et de réalisateurs compétents.

En outre, l'Office national du Film a déjà permis à plusieurs jeunes cinéastes de tourner leurs premiers longs métrages. En plus de nombreux courts métrages, l'ONF a produit plus de dix grands films en un an.

La société Radio-Canada a produit des films de court et de long métrage en coopération avec l'Office national du Film et elle adjuge des contrats à l'industrie cinématographique privée. Toutefois, elle n'a pas entrepris de réaliser de longs métrages qu'on montrerait aussi dans les salles commerciales du Canada et de l'étranger.

Pour relever le défi d'une industrie cinématographique en voie de progrès, cinéastes et réalisateurs créent déjà des films canadiens de haute qualité qui devraient constituer un apport original au cinéma mondial.



Rachel Caillier et Jacques Thibault dans le film de Jean-Pierre Lefebvre, Les maudits sauvages, distribué par Faroun Films (Canada) Limitée, Montréal. Le film raconte la vie de Thomas Hébert, coureur des bois, négociant en fourrures et individualiste à tous crins qui vivait en 1670. Le cadre est d'actualité, mais les personnages vivent à la fois en 1670 et en 1970.

PROGRAMME DE RÉEXAMEN DES PESTICIDES

Le ministère de l'Agriculture du Canada, par l'élargissement de son programme de réexamen des antiparasitaires accorde une plus grande attention à l'emploi rationnel de ces produits. Ce programme est exécuté par la Section d'agropharmacie, en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires, laquelle stipule que, pour être mis en vente au Canada, les antiparasitaires doivent être homologués.

Le but du programme est de réexaminer certains produits choisis selon les critères actuels, et de permettre la modification méthodique de l'emploi des antiparasitaires homologués au Canada.

Plusieurs sont en usage depuis nombre d'années; ils font partie intégrante des programmes de lutte contre les parasites dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, de la santé publique, de même que dans l'industrie et les habitations.

L'ordre de réexamen est établi en collaboration avec des organismes consultatifs, et la liste de ces produits tient compte des diverses disciplines intéressées et des divers pouvoirs de réglementation. Le programme comporte donc une coordination et une évaluation des données et des commentaires provenant des personnes liées à cette industrie et des organismes tant fédéraux que provinciaux s'occupant de recherches sur les antiparasitaires, la protection du milieu, la faune et la santé.



L'usage des pesticides est partie intégrante des programmes de lutte contre les parasites appliqués par le ministère de l'Agriculture du Canada.

En pratique, tous les antiparasitaires sont mis au point, fabriqués et distribués par l'entreprise privée. Les sociétés qui fabriquent des produits homologués sujets à réexamen, sont averties au début du processus, et ont la possibilité d'y participer pleinement.

Les demandes de réexamen aux autorités provinciales sont confiées aux fonctionnaires compétents de ces provinces et aux comités interministé-

riels. Ces comités comprennent généralement des représentants des ministères de la santé, de la faune, des eaux et forêts, et de l'agriculture; leur approche est donc multi-disciplinaire et se situe au niveau régional.

Quant au Gouvernement fédéral, il a comme organismes consultatifs la Direction générale des aliments et drogues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, le ministère de l'Environnement et la Sous-section de l'information technique sur les antiparasitaires de la Direction de la recherche du ministère de l'Agriculture du Canada.

Les comités nationaux sur l'emploi des antiparasitaires en agriculture, contre les mauvaises herbes et les maladies des céréales, sont aussi consultés lors du réexamen des produits qui relèvent de leur compétence.

Le programme de réexamen prend de l'ampleur. Afin de faire face à l'augmentation de ses services, la Section d'agropharmacie a augmenté son personnel, modifié son organisation et adopté de nouvelles méthodes qui accélèrent le traitement et l'évaluation des documents relatifs au programme.

En 1970-1971, on a réexaminé 21 produits. En voici la liste: hexachlorobenzène, quitozène, endosulfan, carbaryle, malathion, diazinon, azinphosméthyl, dicofol, les herbicides arsénicaux, chlorobenzilate, perthane, strobane, arséniate de calcium, arséniate de plomb, captane, thirame, folpet, métiram, 2,4-D, 2,4,5-T et fénoprop. Au cours de 1972, environ 20 produits antiparasitaires devront subir un réexamen.

DEUXIÈME CONFÉRENCE SUR L'ENVIRONNEMENT

La deuxième Conférence parlementaire internationale sur l'environnement aura lieu à Vienne, du 27 au 29 juin 1972. Elle fera suite à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement humain qui se tiendra du 5 au 16 juin prochain, à Stockholm.

Le but de cette seconde Conférence est de permettre aux parlementaires de tous les continents de se réunir pour étudier les recommandations qui seront faites à Stockholm.

La première Conférence parlementaire internationale sur l'environnement a eu lieu à Bonn, du 2 au 5 juin 1971. Des parlementaires de vingt-trois pays de tous les continents y ont pris part. Cinq membres du Parlement du Canada ont participé à cette Conférence.

On a fait part des recommandations formulées à la Conférence de Bonn aux gouvernements et aux organismes internationaux, ainsi qu'au comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement humain.

Ces recommandations sont contenues dans le rapport de la Conférence de Bonn, communiqué récemment à Bonn et à Ottawa, simultanément.

SUBVENTIONS EN FAVEUR DE L'ÉDITION

Le Conseil des Arts du Canada a annoncé récemment l'octroi de subventions d'une valeur globale de \$706,634 au titre de l'aide à l'édition dans le domaine des humanités et des sciences sociales.

L'aide du Conseil, en ce qui concerne la publication de livres savants, est en grande partie accordée par l'entremise du Conseil canadien de recherche sur les humanités et du Conseil canadien de recherche en sciences sociales; ils ont reçu à cette fin un total de \$341,375, soit plus du double de la subvention de l'an dernier. De plus, le Conseil canadien de recherche en sciences sociales a reçu \$7,000 pour la publication d'une étude en vue de la création d'un centre de données en sciences sociales. Les deux conseils de recherche ont reçu conjointement, par ailleurs, une somme de \$3,970 pour la publication du *Guide de l'édition savante au Canada*.

Une somme de \$9,400 échoit au Centre d'études nordiques de l'Université Laval pour la publication d'un recueil de récits historiques et mythiques empruntés à la littérature orale des Esquimaux du Canada. Les textes seront présentés dans la langue originale, avec traduction en français. Cette publication s'inscrit dans le projet UNIPKAQ, qui prévoit la publication ultérieure de plusieurs autres volumes renfermant au total quelque 600 récits. Cette initiative, dont le principal responsable est le père Maurice Métayer, est le fruit de plus de trente ans de travail.

Une subvention spéciale de \$15,000 est octroyée à l'Institut pontifical d'études médiévales de Toronto, pour la réimpression de onze volumes de la revue *Mediaeval Studies. Dialogue*, une revue bilingue publiée par l'Association canadienne de philosophie, obtient \$2,000 pour la préparation d'un index couvrant les années 1962 à 1971. Trois autres revues, le *Journal of Canadian Studies*, *Pacific Affairs* et *Science Forum*, obtiennent des subventions spéciales totalisant \$7,432.

Enfin, une somme de \$310,457 est répartie entre 33 revues savantes dont un bon nombre sont bilingues et paraissent sous les auspices de sociétés savantes d'envergure nationale. En voici la liste: *Acta criminologica*, *Alberta Journal of Educational Research*, *Annales canadiennes d'histoire*, *Annuaire canadien de droit international*, *B.C. Studies*, *Bulletin de l'Association canadienne des humanités*, *Canadian Cartographer*, *Canadian Historical Review*, *Canadian Literature*, *Dialogue*, *Études françaises*, *Études internationales*, *Études littéraires*, *International Journal*, *Journal canadien des études africaines*, *Laval théologique et philosophique*, *Mosaic*, *Ontario Archaeology*, *Phoenix*, *Recherches sociographiques*, *Relations industrielles*, *Revue canadienne d'économie rurale*, *Revue canadienne d'économie*, *Revue canadienne de science politique*, *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, *Revue canadienne des slavistes* (en collaboration avec *Études slaves et est-européennes*) *Revue canadienne*

des sciences du comportement, *Seminar: A Journal of Germanic Studies*, *Social History*, *Sociologie et Sociétés*, *SR: Sciences religieuses*, *University of Toronto Law Journal*, *University of Toronto Quarterly*.

EQUIPEMENT HOSPITALIER CANADIEN DESTINÉ À LA JAMAÏQUE

Un prêt au développement d'un million de dollars consenti par l'Agence canadienne de développement international servira à défrayer le coût d'achat, d'emballage et de transport d'équipement hospitalier canadien destiné au nouvel hôpital régional du comté de Cornwall, près de Montego Bay, en Jamaïque.

La liste décrivant le matériel ainsi fourni contient 136 catégories allant d'articles aussi différents que des couveuses pour prématurés ou d'un réfrigérateur de plasma à des balais ou des escabeaux. Elle contient entre autres choses 275 lits d'hôpital, 250 tables-plateaux, 400 meubles de chevet, des tables roulantes de laboratoire et de service, des civières, des fauteuils roulants, des tables et des lampes d'examen, de l'équipement de buanderie et d'ergothérapie etc...

Ce prêt d'un million de dollars est le second qu'accorde l'ACDI dans le cadre de son programme d'assistance au nouvel hôpital du comté de Cornwall. En effet, une somme de \$735,000 avait servi, en 1969, à l'achat d'équipement pour les cuisines et les salles d'opérations de l'hôpital.

Construit au coût de 20 millions de dollars, l'hôpital de Montego Bay, dont on prévoit l'inauguration pour le début de 1973, est déjà considéré comme le plus moderne des Antilles. En plus d'accueillir 420 patients, l'hôpital, grâce à sa clinique externe, permettra de soigner 100 malades par jour et desservira un tiers de la partie occidentale de l'île.

L'hôpital servira aussi à l'enseignement et l'on espère que ce fait endiguera "l'exode des cerveaux": médecins, infirmières et autres professionnels qui quittent présentement la Jamaïque.

REVUE DE L'ÉCONOMIE DU CANADA EN 1971 ET PERSPECTIVES DE 1972

(Suite de la page 2)

CONJONCTURE INDUSTRIELLE

La production industrielle a connu une légère reprise, de concert avec l'amélioration de l'activité manufacturière. L'industrie de l'automobile a retrouvé un rythme élevé de production après la grève de l'automne 1970 et la hausse de la demande sur le marché nord-américain. L'augmentation des dépenses à la consommation a d'ailleurs aidé au relèvement considérable de la production d'appareils ménagers et d'articles récréatifs. Plusieurs industries produisant des biens non durables ont affiché une tendance à la hausse, notamment les secteurs de l'alimentation, des textiles, des tricots, des produits chimiques et

pétroliers. Les industries des métaux primaires, des machines et de l'équipement industriel sont restées près des niveaux de production de 1970 et il n'y a guère d'indices permettant de prévoir une forte reprise. La fabrication des avions et des pièces a continué son déclin assez rapide des deux années précédentes.

L'activité minière a poursuivi sa hausse mais à un rythme moins élevé qu'en 1970. Les secteurs du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon ont obtenu les plus fortes augmentations. L'extraction des métaux n'a guère progressé après la forte hausse notée en 1970. La demande des principaux métaux a été faible et les prix réduits, ce qui a conduit plusieurs sociétés à réduire leurs travaux d'extraction. Dans le secteur forestier, le bois d'oeuvre et le contre-plaqué ont obtenu des résultats remarquables; leur production a fortement augmenté surtout par suite de la poussée de la construction d'habitations. Par ailleurs, la situation de l'industrie de la pâte et du papier est demeurée assez faible et sa production a baissé pour la deuxième année consécutive. Bien qu'elle ait été plus touchée que les autres industries des pâtes et papiers, celle du papier journal a connu une reprise modérée vers la fin de l'année, après avoir eu un rendement bien inférieur à sa capacité pendant une longue période de temps.

Les industries des services ont affiché une hausse un peu plus rapide que l'an dernier. La plus forte augmentation a été signalée dans les secteurs de distribution qui ont, bien entendu, bénéficié de l'impulsion des dépenses à la consommation. Les services collectifs, commerciaux, financiers et personnels ainsi que l'administration publique ont progressé encore de façon modérée.

PERSPECTIVES DE 1972

Les perspectives économiques de 1972 s'appuient sur la forte demande à la consommation grâce à la montée constante des revenus personnels et aux réductions d'impôt sur le revenu des particuliers. Les nouveaux programmes annoncés en octobre par le ministre des Finances fourniront un stimulant supplémentaire en libérant plus de fonds pour les biens d'équipement et le logement. Il est peu probable que le nombre d'habitations mises en chantier augmente encore beaucoup. Toutefois, le grand nombre de logements mis en chantier pendant l'année qui s'achève a entraîné un report sans précédent d'habitations inachevées, ce qui assure un taux élevé de parachèvement de maisons au cours des mois à venir.

D'après un relevé des investissements projetés par les grandes sociétés, effectué en octobre, on peut prévoir une hausse de 3 p. 100 des dépenses d'équipement en 1972 qui fait suite à une augmentation de 10 p. 100 des dépenses des mêmes sociétés en 1971.

Toutefois, depuis cette enquête, les investis-

sements projetés ont sans doute fait l'objet de révisions à la hausse, par suite des mesures stimulantes du budget d'octobre (comprenant une baisse du taux d'imposition des sociétés), de la hausse actuelle des profits en général et par les effets salutaires sur le climat commercial des accords conclus en décembre par le Groupe des Dix. Ces investissements privés et publics semblent donc appelés à stimuler considérablement la croissance économique dans l'année qui vient.

Les perspectives du Canada en matière d'exportation sont soutenues par l'expansion de l'économie américaine, économie que le réaligement des monnaies étrangères a également stimulée. Notons cependant que le dollar canadien a présentement un taux d'échange élevé par rapport au dollar américain; les exportateurs canadiens éprouveront donc des difficultés à maintenir leur part du marché américain en expansion.

Le ralentissement du rythme de croissance économique de quelques autres grands pays industrialisés risque de nuire temporairement aux exportateurs canadiens. Par contre, les taux de change plus favorables à l'étranger devraient offrir de nouvelles possibilités à l'exportateur dynamique et entreprenant.

Afin d'aider les exportateurs canadiens à conquérir de nouveaux marchés étrangers, le ministère de l'Industrie et du Commerce vient de mettre sur pied un programme en vertu duquel le Gouvernement convient de payer la moitié des frais occasionnés par l'étude d'un nouveau marché. Les exportateurs qui réussissent s'engagent à rembourser le Gouvernement à raison d'un pour cent de la valeur des ventes réalisées sur le nouveau marché.

Entre-temps, les importations semblent appelées à augmenter rapidement, proportionnellement à la hausse de la demande sur le marché intérieur. Il se pourrait que même une hausse vigoureuse des exportations ne soit pas suffisante pour empêcher une autre réduction de l'excédent des échanges commerciaux et des transactions courantes du Canada avec l'étranger.

L'influence globale de la demande intérieure et de l'amélioration des conditions commerciales internationales semble justifier un certain optimisme en ce qui a trait à la croissance économique du Canada au cours de l'année qui vient. Comme toujours, le facteur le plus important sera la façon dont les Canadiens répondront aux défis de cette nouvelle année. Au fur et à mesure que le taux de croissance économique augmente et que les ressources sont exploitées plus à fond, il faudra veiller à maintenir une forte position concurrentielle sur les marchés mondiaux et empêcher tout retour des dangers de l'inflation. Si les Canadiens font preuve de la prudence qui s'impose, ils pourront compter sur une amélioration des conditions économiques au cours de l'année qui vient.

INDEX MENSUEL

(Vol. 27 – Janvier 1972)

- Accords internationaux
Traité d'extradition Canada-États-Unis,
No 3, p. 6
- Affaires extérieures
L'inondation de la vallée de la Skagit,
No 3, p. 8
Négociations sur les réclamations entre le
Canada et la Tchécoslovaquie, No 3, p. 3
Rapport de M. Sharp sur sa visite en Europe,
No 1, p. 1
Revue de la politique étrangère du Canada en
1971 (M. Sharp), No 3, p. 1
- Afrique du Sud (voir Agriculture)
- Agriculture
Des pommes pour l'Afrique du Sud, No 2, p. 2
Le Québec a son berger, No 3, p. 4
Programme de développement des petites
fermes, No 2, p. 6
Programme de réexamen des pesticides, No 4, p. 4
- Aide extérieure
Équipement hospitalier pour la Jamaïque,
No 4, p. 5
- Allemagne (voir Commerce et Industrie)
- Arts et Musées (voir aussi Industrie, Prix et
Trophées et Subventions)
Le Musée de Montréal fait l'achat d'une oeuvre
précieuse, No 2, p. 5
- Commerce et Industrie (voir aussi Économie, Histoire
et Sciences)
Dépôts d'hydrocarbures au Nouveau-Brunswick,
No 1, p. 3
Foire commerciale à Pékin en 1972, No 1, p. 7
L'industrie du film canadien se développe,
No 4, p. 3
Textiles canadiens à Interstoff, No 1, p. 4
- CNRC (Conseil national de recherches du Canada)
(voir Sciences)
- Culture
Une bibliothèque canadienne à Mexico,
No 2, p. 4
- Défense nationale
Entraînement de troupes dans le Nord,
No 2, p. 6
Le Royal Military College se modernise,
No 1, p. 8
Nouvel hélicoptère militaire, No 3, p. 3
- Développement international (voir Aide extérieure)
- Économie (voir Industrie et Finances)
Revue de l'économie du Canada en 1971 et pers-
pectives de 1972 (Déclaration de M. J.-L.
Pepin), No 4, p. 1
- Éducation et Enseignement (voir Culture et Statisti-
ques)
- Environnement (voir aussi Affaires extérieures et
Pollution)
Deuxième Conférence sur l'—, No 4, p. 4
- États-Unis (voir Accords et Affaires extérieures)
- Europe (voir Affaires extérieures)
- Forêts
Lourdes pertes dues aux feux de forêt, No 3, p. 3
- Finances
Le règlement monétaire international (Déclaration
de M. E.J. Benson), No 2, p. 1
- Histoire
Découvertes historiques à la suite d'excavations,
No 1, p. 5
L'histoire du carrosse n'est pas encore révolue,
No 3, p. 5
- Jamaïque (voir Aide extérieure)
- Main-d'oeuvre
Succès du Programme de formation de la main-
d'oeuvre, No 3, p. 7
- Mexico (voir Culture)
- Nord canadien (voir Défense nationale)
- Nouveau-Brunswick (voir Commerce et Industrie)
- Pékin (voir Commerce et Industrie)
- Pollution
Contre la pollution par les industries de pâtes et
papier, No 1, p. 4
Réduction des émissions de gaz, No 3, p. 7
- Postes
Intégration des services de transport postal,
No 1, p. 6
- Prix et Trophées
Le Conseil des Arts décerne le Prix Molson,
No 2, p. 3
- Québec (voir Arts et Histoire)
- Richesses naturelles (voir Forêts)

